"Il faut régulariser les sans-papiers grévistes"

Le secrétaire de la Ligue des droits de l'Homme était vendredi à Marseille

Aux côtés des travailleurs sans papiers de la région parisienne en grève depuis plusieurs mois, Dominique Guibert, secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme, réclame au gouvernement une circulaire de régularisation.

Présent à Marseille à l'occasion de l'assemblée générale de la fédération des Bouches-du-Rhône, il a pris part aux manifestations en marge des réunions publiques tenues par Éric Besson, ministre de l'Immigration.

Où en sont les 6 000 grévistes sans papiers de la région parisienne que la Ligue soutient ?

Ils travaillent ici, paient des impôts, leurs enfants vont à l'école, ils doivent pouvoir vivre ici sans la peur au ventre d'un contrôle d'identité.

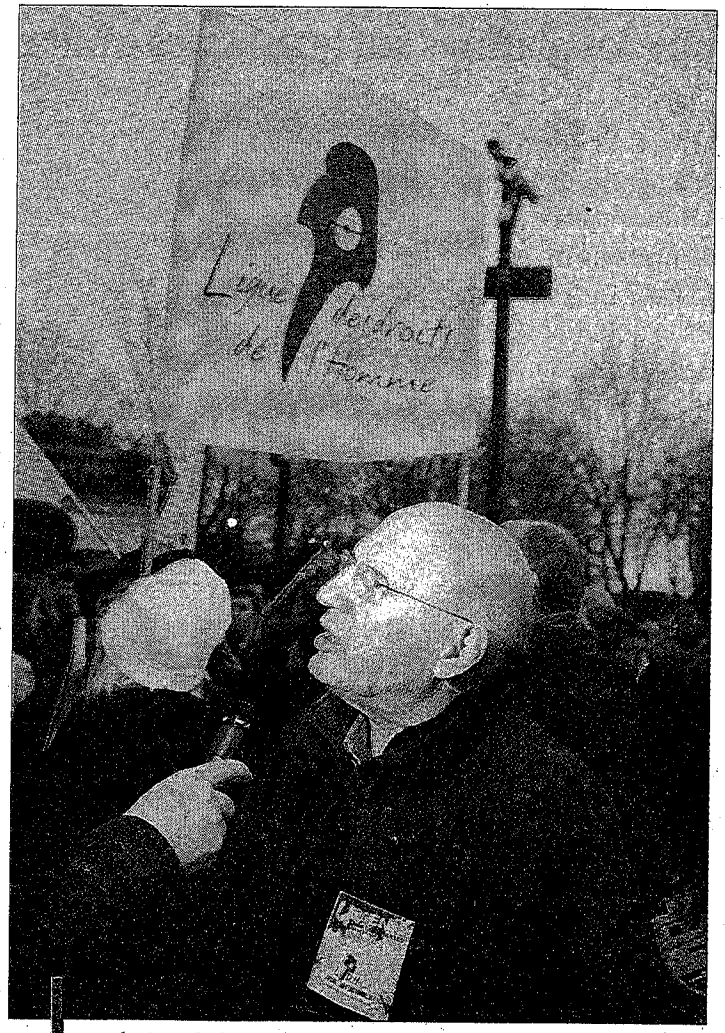
Le travailleur sans papiers ne sort de chez lui que pour aller travailler en faisant très attention. Les salariés grévistes depuis trois mois occupent des postes dans le bâtiment, la restauration, le nettoyage et la sécurité. Ce sont des secteurs en-

> "Le ministère de l'Immigration doit être supprimé."

tiers de l'économie qui ne pourraient pas vivre sans eux. Même des organismes patronaux comme Ethic considèrent qu'il faut arrêter cette hypocrisie : bons pour travailler, pas bons pour avoir des papiers.

Et que vous oppose l'administration lorsque des demandes de régularisation sont déposées ?

Lorsqu'on dit qu'il faut mettre fin à cette discrimination, Éric Besson répond qu'il faut contrôler les flux migratoires comme si c'était des gens qui arrivaient. Mais ces travailleurs sont là depuis des années. Le gouvernement et le ministre gèrent en fait l'illégalité : une partie qu'on renvoie, une autre qu'on laisse travailler dans des conditions difficiles, invisibles. Personne ne veut rien voir. Les entreprises qui les emploient travaillent pour des grands groupes et se livrent ainsi à du marchandage de main-d'œuvre. Regardez le nombre de sans-papiers dans la sécurité, bien souvent des Africains, alors qu'il faut une carte professionnelle délivrée par la préfecture. Personne ne veut les voir.



Secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme, Dominique Guibert a manifesté vendredi à Marseille. / PHOTO CYRIL SOLLIER

Que demandez-vous ?

Il faut absolument une circulaire de régularisation, pas du cas par cas mais un texte qui établit des critères fixes, nationaux et stables pour enfin prendre en compte cette réalité économique mais surtout humaine.

Pourquoi cette pétition réclamant la suppression du ministère d'Éric Besson ?

Le gouvernement essaie d'imposer ainsi l'idée qu'il faudrait un ministère pour s'opposer à un flux migratoire gigantesque qui submergerait la France.

Prenons les trois I. L'appellation de ce ministère revient à dire qu'immigration et identité nationale sont liées, en oubliant la composition de la France, variée, en lien avec l'histoire des pays, des colonies...

Pour le troisième I, intégration, c'est l'affaire de tous les ministères, la Santé, l'Éducation nationale...

En plaquant l'islam sur l'identité nationale, on sort toutes les peurs. Le ministère de l'Immigration, c'est le camp de toutes les peurs. La Ligue déplore qu'une autorité publique soit chargée de cela. Dans le même temps, l'image de l'immigré a heureusement changé. Elle est désormais celle d'un travailleur qui a des enfants.

Une forte majorité de Français pense qu'il faut régulariser les travailleurs sans papiers.

Recueilli par Luc LEROUX